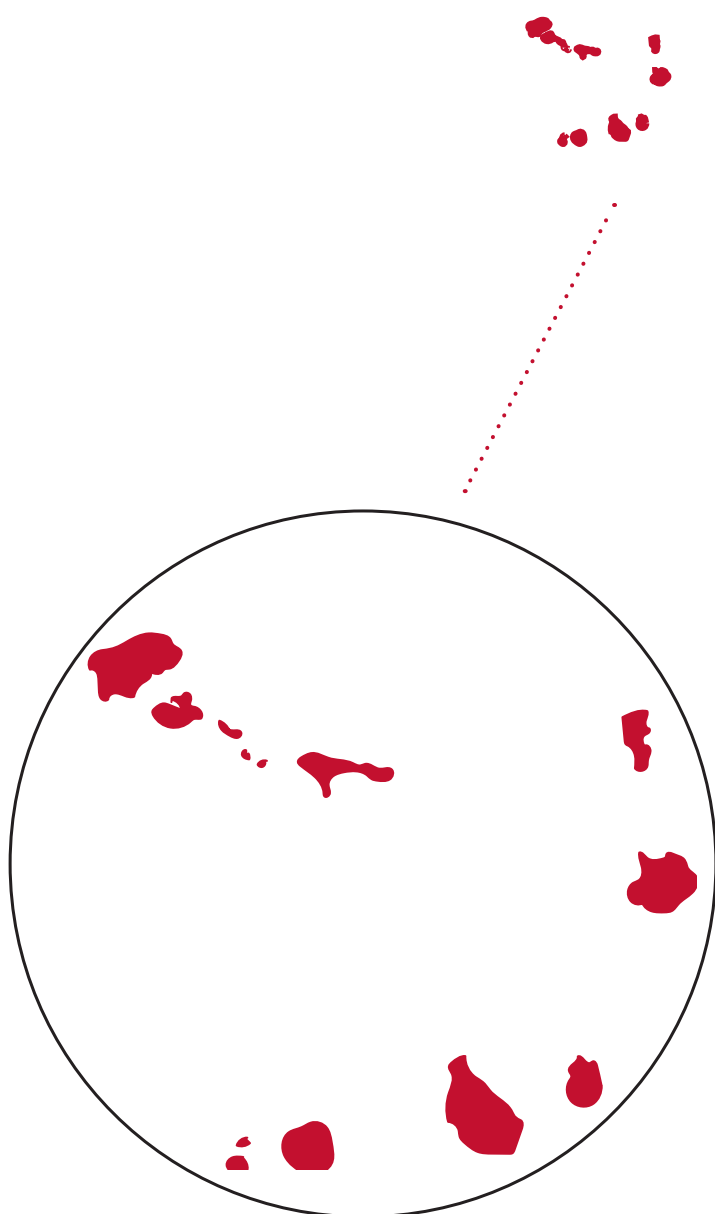


Cabo Verde
Luxembourg

COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT

Juin 2018







Contenu

04	CABO VERDE, VUE D'ENSEMBLE
06	STRATÉGIES & PRINCIPES
07	COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE AU CABO VERDE
08	CHIFFRES
10	COOPÉRATION BILATÉRALE
16	COOPÉRATION MULTILATÉRALE
18	COOPÉRATION RÉGIONALE
20	COOPÉRATION AVEC LES ONG
20	AIDE HUMANITAIRE
20	APPUI AUX PROGRAMMES
21	FINANCE INCLUSIVE ET SECTEUR PRIVÉ
23	CONTACTS

Cabo Verde, vue d'ensemble



122 / 188

Indice de développement humain

2 970 USD
RNB/habitant

520 502
Population

91,7
Sources d'eau
potable améliorées
(% y ayant accès)

72
Installations
d'assainissement
améliorées (% y ayant accès)

1,3 %
Taux d'accroissement de la population

2,3
Croissance de la
population urbaine
(% annuel)

0,9
Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)

25 / 1000
Mortalité infantile

73

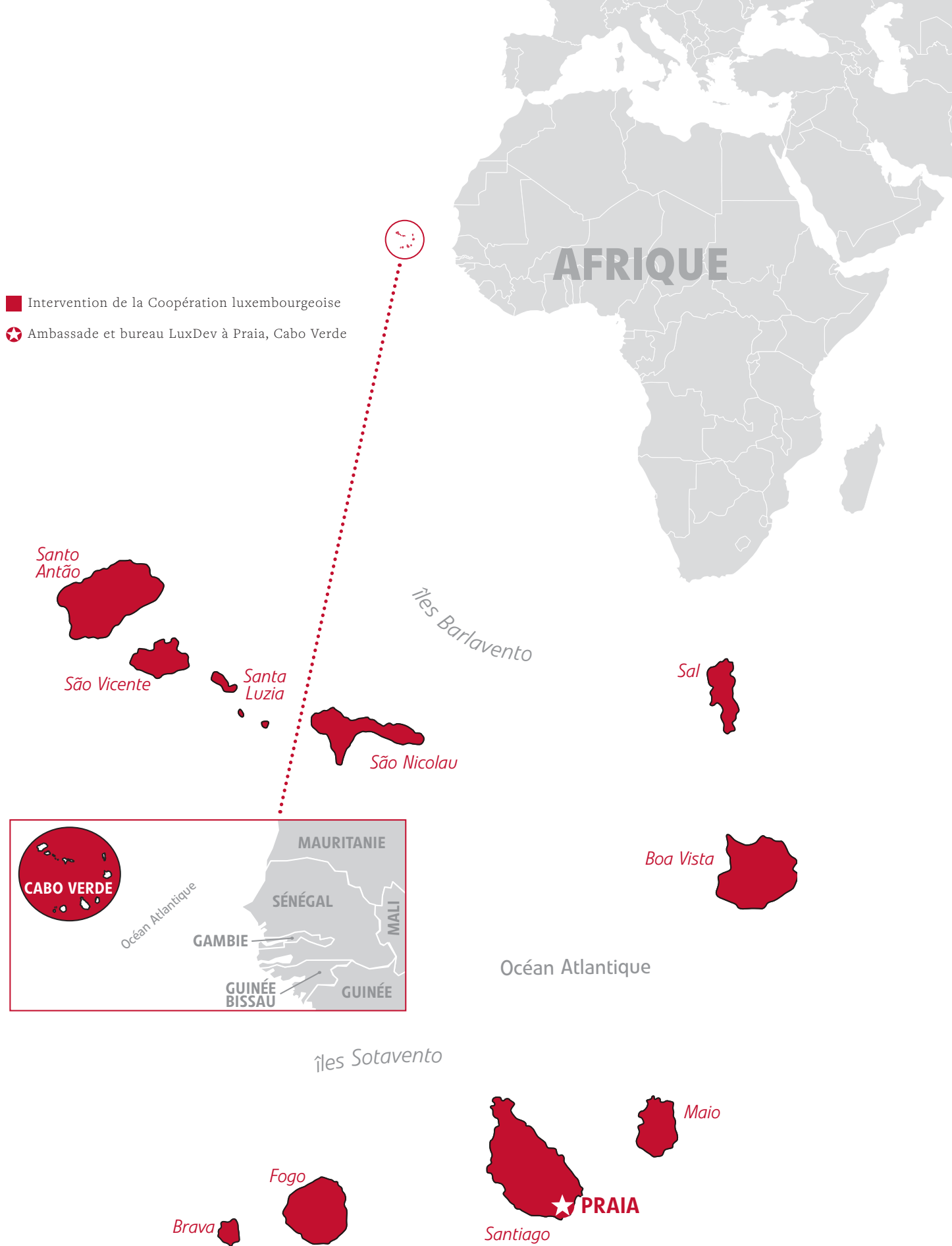
Espérance de vie
à la naissance

2,3
Enfants/femme

74 %
Taux de fertilité
chez les adolescents

Inscription à l'école secondaire (% brut)

4 033 km²
Superficie



La Coopération luxembourgeoise au développement : **stratégies & principes**



OBJECTIF

La Coopération luxembourgeoise se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté.






ACTIONS




Les actions de la Coopération luxembourgeoise se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux. Elles s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs de développement durable.

SECTEURS

Les principaux secteurs d'intervention sont dans le domaine social :

-  Santé
-  Éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelle
-  Développement local intégré

THÉMATIQUES TRANSVERSALES

-  Genre
-  Gouvernance
-  Environnement et changement climatique

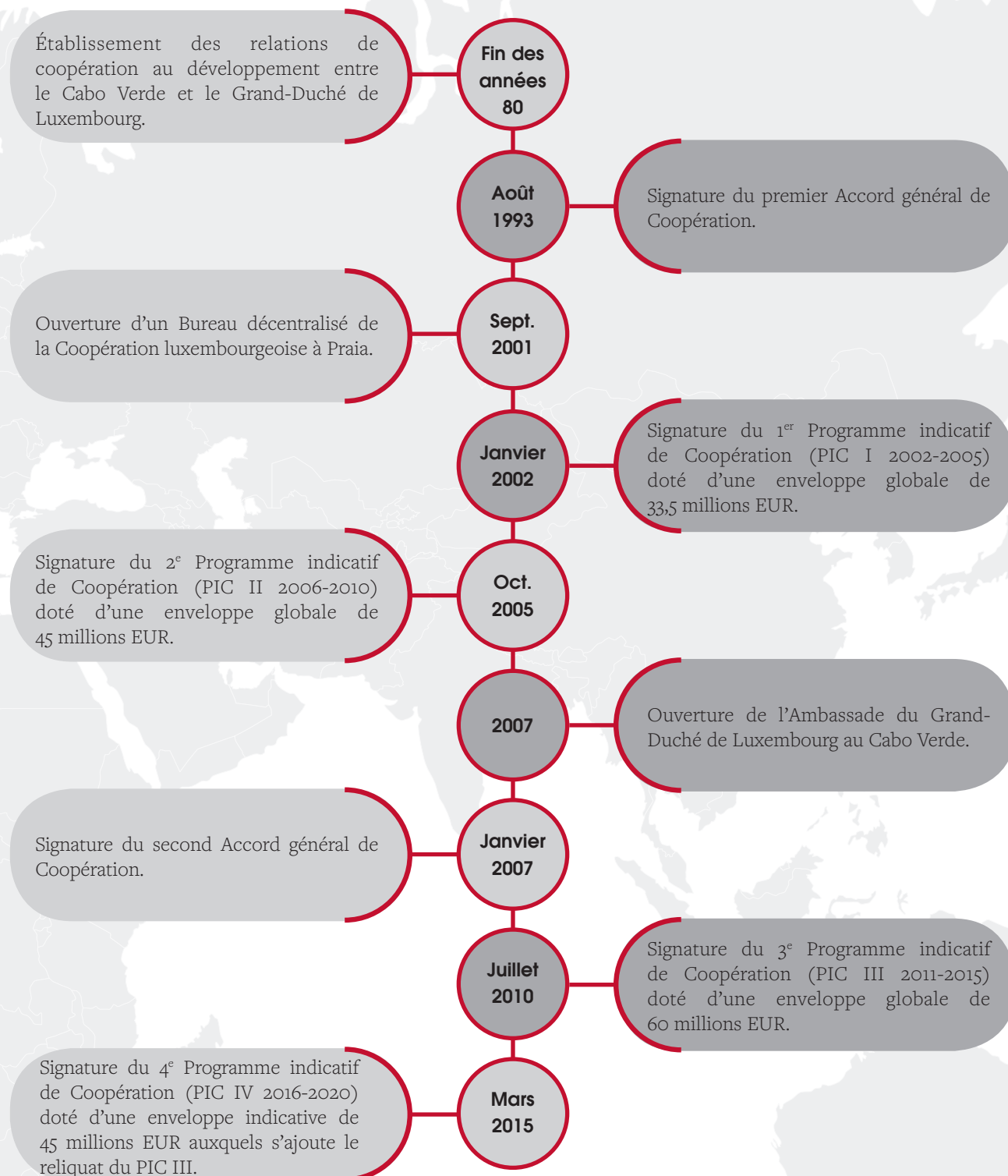
CONCENTRATION DE L'AIDE POUR MAXIMISER SON IMPACT

- nombre restreint de pays partenaires ;
- concentration sectorielle ;
- esprit de partenariat pour la définition des Programmes indicatifs de Coopération (PIC).
→ le tout s'inscrivant dans un esprit de l'efficacité du développement.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

- depuis 2009, le Luxembourg consacre 1 % de son RNB à l'aide publique au développement ;
- entièrement basée sur des dons et à caractère non liée ;
- mise en œuvre, selon une approche de partenariats, par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les ONG et de l'appui aux programmes ;
- comprend un volet d'action humanitaire qui se décline par : l'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires/naturelles et à des conflits violents, la transition, la prévention et la résilience.

La Coopération luxembourgeoise au Cabo Verde



Secteurs prioritaires



Emploi & Employabilité



Eau & Assainissement



Énergies renouvelables

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Titre	Exécution	Budget total
2016-2020	CVE/o81 - Programme emploi et employabilité	LuxDev	10 000 000 EUR
2016-2020	CVE/o82 - Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement	LuxDev	8 300 000 EUR
2016-2020	CVE/o83 - Programme d'appui au secteur des énergies renouvelables	LuxDev	4 500 000 EUR
2016-2020	CVE/o85 - Centre de compétences 3C	LuxDev	3 800 000 EUR
2016-2020	Cabo Verde - Aide budgétaire sectorielle	MAEE	10 000 000 EUR
2016-2021	Coopération triangulaire Cabo Verde - São Tomé e Príncipe	MAEE	750 000 EUR
2016-2020	Fonds d'études et d'assistance technique	MAEE	3 124 625 EUR
2016-2020	Fonds de diversification des relations bilatérales	MAEE	250 000 EUR
2016-2020	Fonds de décentralisation	MAEE	3 500 000 EUR
2018	Formation de cadres et formateurs	LTHAH-EHTCV	23 210 EUR
2018	CVE - enveloppe microprojets 2017	Ambassade	50 000 EUR
2018	Formations	House of Training	69 829 EUR
2016-2018	Projet d'appui à la finance inclusive, phase II	ADA	575 790 EUR
2016-2020	Contribution au fonds sectoriel eau & assainissement	MAEE	4 000 000 EUR
2016-2019	Bourses pour étudiants et enseignants du Cabo Verde, Laos, Nicaragua, Vietnam*	BBI	1 240 000 EUR

* pas de répartition par pays disponible

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total
2016-2019	Programme emploi, employabilité et insertion	OIT/PNUD	3 134 423 EUR
2016-2018	Programme plateforme pour le développement local	PNUD	2 000 000 EUR

3. Coopération régionale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total
2016-2018	Promouvoir le dialogue politique sur les politiques, stratégies et plans nationaux de santé	OMS	7 000 000 EUR
2016-2020	Lutte contre le VIH/SIDA ENDA- Santé - FEVE III	ENDA Santé	5 338 148 EUR

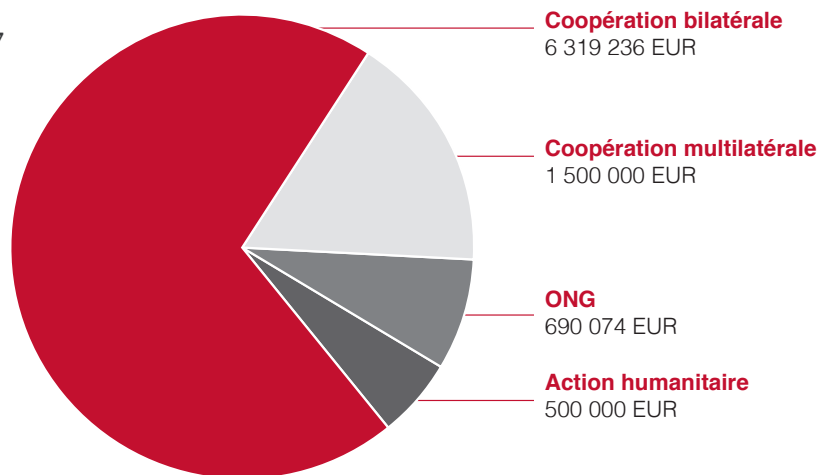
4. ONG

Durée	Titre	ONG	Budget total
2018-2020	Centre de formation syndicale et professionnelle	OGBL Solidarité Syndicale	792 777 EUR
2014-2017	Maintenance des équipements informatiques	Beetebuerg hëlleft asbl	11 007 EUR
2016-2018	Amélioration des conditions d'enseignement, Cap Vert	Beetebuerg hëlleft asbl	271 629 EUR
2015-2017	Amélioration des conditions de vie, Cap Vert	Pharmaciens sans frontières	2 625 EUR
2017-2018	Appui scolaire et énergie solaire, Cap Vert	Athénée-action humanitaire	42 767 EUR
2016-2020	Programme de sécurité alimentaire pour les îles de Santiago et Santo Antao Phase 2014-2016	Fondation Caritas Luxembourg	132 800 EUR
2016-2020	Renforcement des droits des personnes à Santo Antao et Santiago	Fondation Caritas Luxembourg	480 000 EUR
2017-2019	Action au Cap Vert : Créer un réseau de lutte contre l'abus et l'exploitation sexuels	ECPAT Luxembourg	200 000 EUR
2017-2021	Protection et respect des droits de l'enfant au Cap Vert	SOS Villages d'Enfants Monde	576 640 EUR

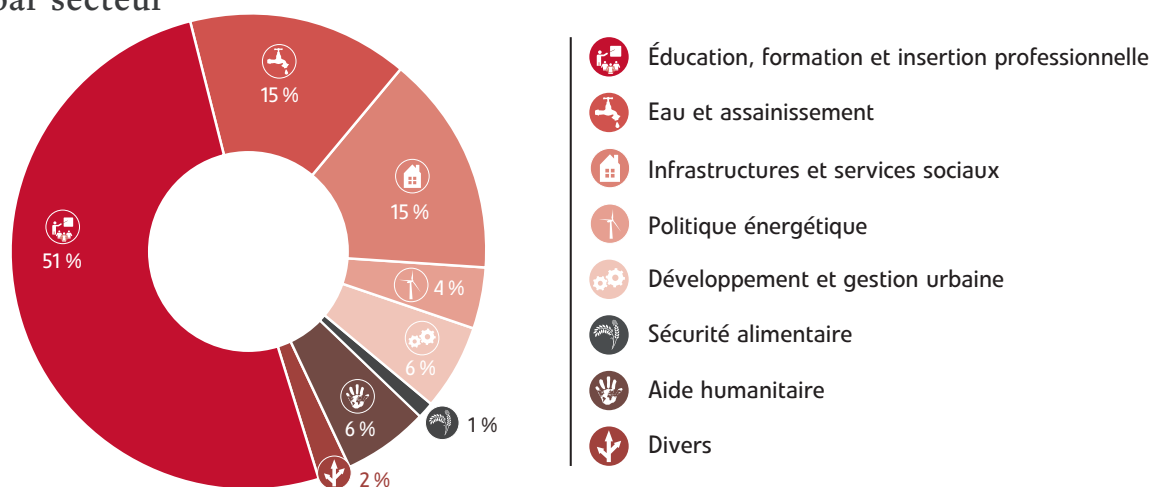
5. Aide humanitaire

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total
2017-2018	Programme d'urgence pour la mitigation de la sécheresse et de la mauvaise année agricole 2017/2018	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement	500 000 EUR

2017

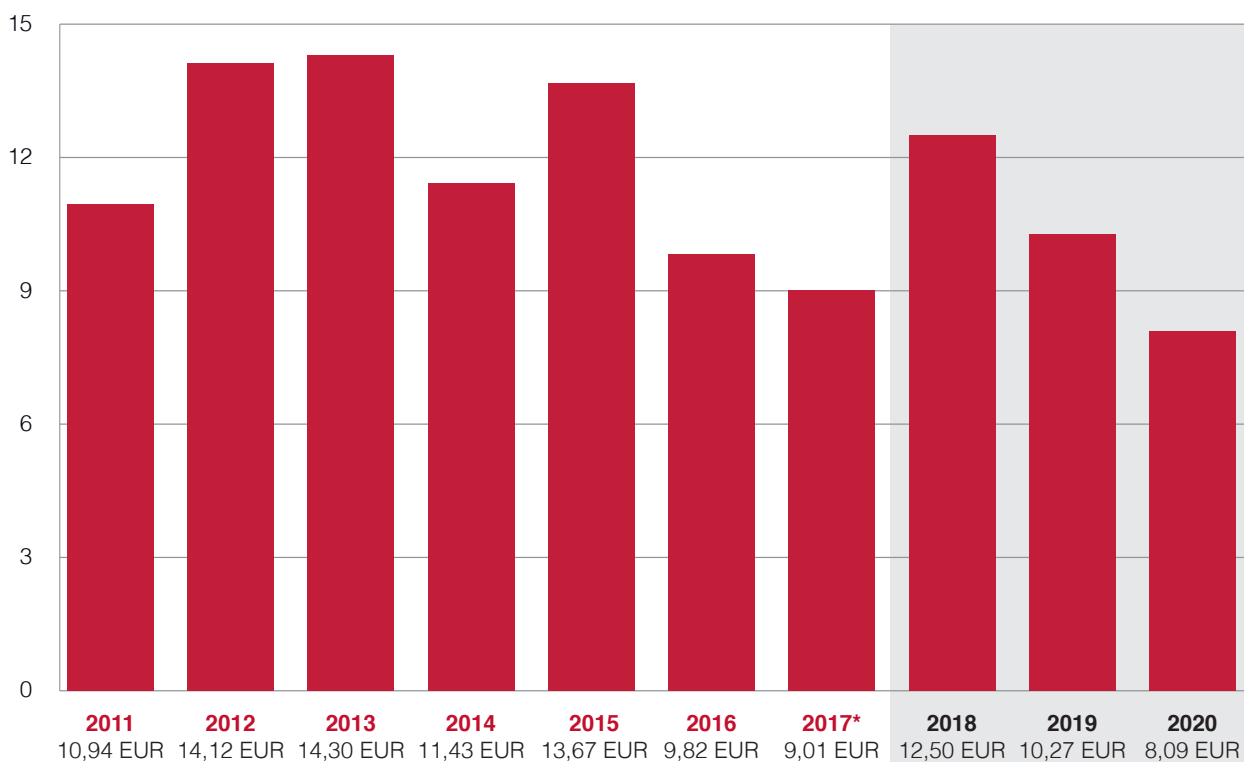


Aide par secteur



Évolution de la mise en œuvre

millions EUR



*Chiffres de 2017 non consolidés

Prévisions



Programme emploi et employabilité

2016 - 2020

CVE/081

La Coopération luxembourgeoise est engagée depuis longtemps aux côtés du gouvernement du Cabo Verde pour le développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Plusieurs projets d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle se sont succédés, pour aboutir à un véritable programme d'appui au développement du secteur de l'emploi.

La Coopération luxembourgeoise s'est par le passé engagée dans la construction et l'équipement de nombreuses institutions scolaires et de formation professionnelle. Elle continue son engagement dans la formation des formateurs et gestionnaires, dans le développement d'un système de qualification et dans la mise en place de programmes destinés à divers groupes cibles à la recherche d'une qualification pour l'emploi ou désireux de se lancer dans une activité professionnelle propre.

Ce programme porte essentiellement sur le renforcement de l'employabilité des bénéficiaires de

la formation professionnelle, en particulier des jeunes et des femmes, et oriente son action selon trois axes :

- articulation et organisation des acteurs impliqués dans le secteur de la formation professionnelle pour une efficacité accrue ;
- meilleure adéquation de l'offre aux attentes du marché et renforcement de la gestion des centres d'emploi et de formation professionnelle ; et
- viabilité technique et financière accrue des institutions de formation professionnelle.

Un aspect particulièrement important concerne le renforcement du système de suivi-évaluation continu en tant qu'outil essentiel pour assurer la bonne gouvernance du secteur et pour permettre au Luxembourg d'assumer le rôle de chef de file du secteur emploi et employabilité parmi les partenaires techniques et financiers.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
10 000 000 EUR

Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement



2016 - 2020

CVE/082

L'amélioration de l'approvisionnement en eau ainsi que l'accès à un assainissement adéquat ont toujours fait partie des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde. Des résultats significatifs ont été obtenus en matière de renforcement des services municipaux d'eau, de promotion de l'assainissement autonome et de mise en place d'une entreprise inter-municipale d'eau (Brava et Fogo). Plus récemment, la Coopération luxembourgeoise a permis d'amorcer et de conduire une véritable réforme sectorielle.

Depuis 2012, le gouvernement capverdien met en œuvre une réforme majeure du secteur de l'eau et de l'assainissement, avec la création d'une agence nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANAS) qui a la charge du pilotage de l'ensemble du secteur. Les programmes de la Coopération luxembourgeoise s'alignent sur ces priorités dans le cadre du PIC IV, avec le programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement se structurant autour de trois objectifs spécifiques :

- améliorer la soutenabilité financière du secteur et la disponibilité des données de suivi sectoriel ;

- améliorer l'efficacité énergétique et les recettes d'exploitation, rendre plus performantes les entreprises de fourniture de services d'eau potable et d'assainissement sur quatre îles, à savoir Santiago, Fogo, Brava et Maio ;
- améliorer quantitativement et qualitativement les services fournis par les institutions responsables de l'assainissement. Il s'agit là de renforcer les capacités des acteurs concernés et de promouvoir les méthodologies les plus prometteuses expérimentées avec succès, notamment dans le cadre des programmes PromoSan et des Écoles Promotrices de la Santé.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise pour le programme CVE/082 : 8 300 000 EUR

Dans le cadre du PIC IV, la Coopération luxembourgeoise alimentera également le fonds sectoriel national, en l'occurrence le Fonds d'eau et d'assainissement (FASA) à hauteur de 4 000 000 EUR.

4 000 000 EUR pour le fonds FASA

Programme d'appui au secteur d'énergies renouvelables



2016 - 2022

CVE/083

L'objectif global du programme d'appui au secteur des énergies renouvelables est d'améliorer l'accès à une énergie propre, fiable, moderne et à un prix abordable, avec une augmentation conséquente de l'indépendance énergétique.

De même, le programme vise à renforcer la gouvernance, la régulation et les conditions d'affaires du secteur des énergies renouvelables au Cabo Verde.

Le programme servira également à renforcer la mobilisation de fonds pour le secteur des énergies renouvelables.

En outre, le programme cherche à améliorer les conditions de planification du secteur des énergies renouvelables et à créer un cadre juridique et

réglementaire ainsi que la régulation technique et économique propices et favorables à la participation du secteur privé et de la société civile dans la transition énergétique.

Compte tenu de l'objectif du programme, la population capverdienne pourra bénéficier d'un accès durable à l'énergie propre et moins chère, permettant la réduction des dépenses familiales et la création d'activités locales génératrices d'emplois et de revenus.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 500 000 EUR



© CERMI 2016 - Sistema Solar Térmico

Programme d'appui au partenariat entre le CERMI et le Centre de Compétences Génie technique du Bâtiment de Luxembourg (CdC-GTB)



2018 - 2020

CVE/085

Ce projet qui s'inscrit dans l'axe « Emploi et employabilité » du PIC IV vise à appuyer la mise en œuvre d'un partenariat entre une entreprise publique entrepreneuriale capverdienne, le Centre d'énergies renouvelables et maintenance industrielle (CERMI), et un groupement d'intérêt économique (GIE) luxembourgeois, le Centre de Compétences Génie technique du Bâtiment. Au travers de cette alliance, ces deux entités souhaitent créer une société anonyme (SA) de droit capverdien, le Centre de compétences capverdien (CdC-3C), visant le marché capverdien et le marché régional (CEDEAO).

Le « 3C » aura pour ambition globale de faciliter la transition énergétique au Cabo Verde. La création du « 3C » s'insère dans le cadre du PIC IV afin d'appuyer le secteur de la formation professionnelle et spécifiquement de l'offre de formation dans les énergies renouvelables. Le « 3C »,

dans un deuxième temps, aura pour ambition de devenir un centre international de référence et d'excellence CEDEAO et PALOP afin de répondre aux besoins sectoriels en formation, certification, audit, études de recherches et développement ainsi que l'entreprenariat.

De fait, des synergies seront établies entre le projet de renforcement de l'ancrage régional du CERMI, financé par l'Union européenne, le programme CVE/081 emploi et employabilité et du nouveau projet. Il s'agira de capitaliser sur les études déjà menées et de mutualiser les moyens pour un plus grand impact des actions.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 800 000 EUR



Aide budgétaire sectorielle



2016 - 2020

Le Luxembourg recourt depuis 2011 à l'appui budgétaire pour le secteur emploi et employabilité.

En mai 2011, le Luxembourg a rejoint l'Union européenne, le Portugal, l'Espagne¹, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement dans le Groupe d'appui budgétaire (GAB) pour une approche commune au Cabo Verde. Le versement des tranches de l'aide budgétaire sectorielle se fait sur base du suivi des progrès dans le secteur de l'emploi et l'employabilité ainsi qu'en matière de gouvernance et de gestion des finances publiques. Ces progrès sont évalués lors des missions conjointes biannuelles du GAB.

Le Cabo Verde reste pour l'instant le premier et le seul pays où le Luxembourg applique cette modalité de l'aide. En effet, une gestion des finances

publiques solide et avancée ainsi que l'existence d'une politique sectorielle justifient ce choix et permettent même de le renforcer dans le PIC 2016-2020.

Le Protocole d'accord bilatéral relatif à l'aide budgétaire sectorielle sous le PIC IV a été signé en marge de la 16^e Commission de Partenariat le 2 juin 2016 à Luxembourg. Il prévoit un mécanisme de suivi sectoriel renforcé, avec notamment une matrice des indicateurs sectoriels révisés, pour permettre à la Coopération luxembourgeoise de jouer pleinement son rôle de chef de file dans le secteur emploi et employabilité.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
10 000 000 EUR

¹ Entretemps, l'Espagne a quitté le GAB.

Coopération triangulaire



2017 - 2020

Le projet de coopération triangulaire se déroule à Praia, Cabo Verde et à São Tomé e Príncipe. Il s'agit d'offrir une formation professionnelle à 150 jeunes de São Tomé e Príncipe à l'École Hôtelière et de Tourisme du Cabo Verde (EHTCV) et au Centre d'énergies renouvelables et maintenance industrielle (CERMI) à Praia. Ces formations seront complétées par des stages dans des entreprises et groupes hôteliers à São Tomé e Príncipe.

Ce projet renforce la coopération Sud-Sud et contribue à la lutte contre la pauvreté et au développement des compétences des structures de formation professionnelle du Cabo Verde.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
750 000 EUR

Fonds d'études et d'assistance technique



2016 - 2020

Le Fonds d'études et d'assistance technique du PIC IV a comme objectif principal de soutenir les autorités capverdiennes, à travers des consultances et assistances techniques, à

développer des secteurs porteurs pour le Cabo Verde.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 124 625 EUR

Fonds de diversification des relations bilatérales



2016 - 2020

Le Fonds de diversification des relations bilatérales soutient la diversification des relations bilatérales, vers davantage de coopération économique et commerciale à travers des projets / études / consultances pilotes, précédant des

investissements ultérieurs. Le financement d'un projet aura un effet catalyseur et de levier tout en respectant le principe de l'aide non liée.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
250 000 EUR

Fonds de décentralisation



2016 - 2020

La Coopération luxembourgeoise contribue à hauteur de 3,5 millions EUR à un fonds de décentralisation, dans l'objectif d'appuyer le processus de décentralisation et le développement local au Cabo Verde. Les projets soumis par les municipalités concerneront un nombre limité de thématiques prioritaires. Une articulation étroite est

prévue avec la plateforme pour le développement local, telle que mise en place par le PNUD et lancée en février 2017, également avec l'appui de la Coopération luxembourgeoise.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 500 000 EUR



Bourses

2016 - 2019

En plus de la formation professionnelle dans les domaines du tourisme et de l'hôtellerie, le Luxembourg attribue des bourses pour les étudiants et le personnel enseignant dans ces deux secteurs pour un diplôme de Bachelor/Master ou enseignement continu au BBI, école d'hôtellerie et de l'industrie touristique à Wiltz. Les enseignants et étudiants sont sélectionnés parmi les pays cibles

(Cabo Verde, Laos, Nicaragua, Vietnam) où le Luxembourg finance des projets de formation professionnelle. Jusqu'à 14 étudiants sont sélectionnés par année pour une formation au BBI.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
pour les quatre pays :
1 240 000 EUR

2018

S'ajoute à ceci que le Luxembourg soutient également des formations de cadres et de formateurs entre le Lycée Technique Alexis Heck (LTHAH) et l'École Hôtelière et de Tourisme du Cabo Verde. L'objectif de cette coopération est non seulement

les formations prévues mais également l'établissement de relations entre les écoles luxembourgeoise et capverdienne.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
23 210 EUR

ONE UN



2016 - 2019

Programme d'appui à l'emploi, l'employabilité et l'insertion

Le programme conjoint OIT/PNUD (2016-2019) vise à renforcer les capacités du système d'emploi, employabilité et d'insertion professionnelle au Cabo Verde pour faire face à la situation aggrave du chômage touchant surtout les jeunes. Il s'inscrit dans les Objectifs de Développement durable et vise en particulier les objectifs relatifs à l'éducation, le travail décent et la croissance économique. Le programme cible les jeunes candidats à la création d'entreprise ou à l'emploi salarié en les accompagnant jusqu'à l'insertion, via une série d'appuis. Il s'agit des jeunes sortis du système d'enseignement technique et de formation professionnelle, ceux dans les filières novatrices telles que les économies créatives ou vertes, ou encore ceux dans des filières de leurs choix, non identifiées à ce jour et sans compétences spécifiques.

Dans la logique de recherche de complémentarités et de synergies effectives avec les interventions en cours, le programme privilégie l'approche par la demande dans ses efforts en proposant des formations qui répondent directement à des demandes spécifiques du marché en permettant d'acquérir les compétences nécessaires à l'exécution d'un poste donné.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 134 423 EUR

Plateforme pour le développement local

Ce programme, mis en œuvre par le PNUD pour la période 2016-2018, vise à améliorer l'impact, la coordination et la gestion des processus de développement local à travers la mise en place d'une plateforme d'articulation multi niveau, multi acteur, multi sectorielle et multi bailleurs au Cabo Verde. La plateforme mise en place sur les îles Brava, Fogo, Santo Antão et Santiago, poursuit trois objectifs spécifiques, à savoir le renforcement de la cohérence entre les politiques nationales de décentralisation et les processus de gouvernance et de développement local ; l'amélioration des capacités au niveau local dans le domaine de la conception, de la gestion et de l'exécution de plans de développement municipaux et inter municipaux et l'appui au positionnement au niveau international des avancées du Cabo Verde en matière de développement local à travers des modalités de coopération décentralisée, sud-sud et triangulaire et l'accès à l'expérience européenne, africaine et latino-américaine, entre autres, en matière de régionalisation, de développement et d'innovation au niveau territorial.

Le programme cherche ainsi à répondre aux nécessités des populations et à contribuer à réduire les inégalités sociales et économiques.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 000 000 EUR

OMS : Partenariat pour une couverture sanitaire universelle



2016 - 2018

Promouvoir le dialogue politique sur les politiques, stratégies et plans nationaux de santé

En dehors du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme régional à travers l'OMS et en partenariat avec l'Union européenne qui couvre un total de 27 pays, dont six sont financés par la partie luxembourgeoise. Il s'agit de ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015. Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques, stratégies et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays, et de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux.

La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par trois experts qui sont basés dans les bureaux à Ouagadougou, Bamako et Vientiane respectivement.

Au Cabo Verde, le partenariat s'est construit sur les éléments qui étaient déjà en place, notamment le Plan national de développement sanitaire (PNDS) élaboré par le ministère de la Santé avec

l'appui technique de partenaires tels que l'OMS. Un mécanisme de coordination regroupant tous les partenaires a été créé. Deux résultats principaux sont à noter à ce jour :

- la signature du Pacte national dans le cadre du IHP+ avec un engagement politique au plus haut niveau, ainsi que la participation de tous les partenaires, y inclus la société civile. Les prochaines étapes consistent à mettre en œuvre les objectifs, voire les sept comportements, du IHP+, notamment avec le développement de plans sanitaires régionaux et d'un cadre de suivi des résultats. Des premiers résultats se sont déjà manifestés, dont un alignement et une coordination renforcées ;
- élaboration d'une stratégie sur la couverture sanitaire universelle, d'un plan de financement de la santé et d'une stratégie sur les ressources humaines dans la santé. Une Commission technique interministérielle pour le suivi de la stratégie nationale a été mise en place et les partenaires techniques et financiers ont participé à l'élaboration des différents documents. D'autres partenaires nationaux, comme la protection sociale et les mutuelles de santé se sont aussi alliés à ces processus.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
au programme régional :
7 000 000 EUR

ENDA-Santé – FEVE III



2016 - 2020

Avec l'assistance technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, le réseau international ENDA-Santé, avec siège à Dakar, met en œuvre au Cabo Verde un projet dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA. Calqué sur l'initiative 90-90-90 d'ONUSIDA patronnée par le Luxembourg, le programme « Frontières et vulnérabilités au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest (2016 – 2020) » est le seul à l'échelle sous régio-

nale qui s'adresse aux populations les plus vulnérables dans les régions frontalières entre désormais neuf pays, à savoir, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
au programme régional :
5 338 148 EUR



Coopération avec les ONG

Parmi les ONG sous accord-cadre, SOS Villages d'Enfants Monde, la Fondation Caritas Luxembourg et ECPAT Luxembourg mettent actuellement en œuvre trois projets de développement qui se situent dans les secteurs du développement agricole et des services sociaux plurisectoriels.

Le taux de cofinancement est de 80 % et l'appui du Ministère à ces projets s'élève ainsi à 1 059 440 EUR.

Parmi les ONG sous cofinancement simple, quatre sont actuellement actives au Cabo Verde, à savoir Athénée Action Humanitaire, Beetebuerg Hëlleft, Cap Vert Espoir et Développement, ainsi que OGBL Solidarité Syndicale. Ces ONG mettent en œuvre cinq projets de développement dans les secteurs de l'équipement scolaire et des services sociaux.

Le taux de cofinancement est de 80 % et l'appui du Ministère à ces projets s'élève ainsi à 2 038 437 EUR.

Aide humanitaire

Programme d'urgence pour la mitigation de la sécheresse et de la mauvaise année agricole 2017/2018

En 2017, le Luxembourg a contribué à hauteur de 500 000 EUR au profit du programme d'urgence au Cabo Verde, élaboré avec la FAO, visant neuf îles habitées. L'objectif du programme est la réduction des effets de la sécheresse et de la mauvaise récolte afin d'assurer la subsistance des

familles touchées et la gestion soutenable des ressources naturelles dans les zones rurales pour éviter davantage d'exode rural et ses effets négatifs sur les quartiers périurbains.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
500 000 EUR

Projet de résilience pour renforcer les capacités de planification et de gestion des processus de relèvement d'une façon durable au Burkina Faso, au Niger, au Cabo Verde, au Laos et au Myanmar, « Building Capacities for Resilient Recover - Phase II » mis en œuvre par le PNUD.

Dans le but d'appuyer un programme ayant une étendue et assurer une action d'aide de poids, le Luxembourg soutient le projet régional, incluant le Cabo Verde, « *Building Capacities for Resilient Recover - Phase II* ». Le projet tend à accroître la résilience des cinq pays face aux catastrophes, en renforçant les capacités des gouvernements

nationaux pour la planification et la gestion des processus de relèvement d'une façon durable (« *Build Back Better* »). Le projet s'étend sur une période de 36 mois (2017 -2020) avec une contribution totale du Luxembourg de 1 000 000 EUR.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 000 000 EUR

Appui aux programmes

Deux Assistants techniques juniors (ATJ) sont actuellement en poste au Cabo Verde.

ADA – Projet d'appui au développement de la finance inclusive (PADFI II)



2016 - 2018

Ce projet est mis en oeuvre par l'ONG luxembourgeoise ADA (Appui au développement autonome), spécialisée en microfinance.

En se basant sur l'expérience et les acquis de la première phase du projet sous le PIC III, l'objectif de la deuxième phase du « Projet d'appui au renforcement de la finance inclusive » (PADFI II) est la facilitation et l'augmentation de l'accès aux services financiers inclusifs de qualité pour la population capverdienne.

Le projet définit quatre axes d'intervention à quatre niveaux, considérés vitaux pour le succès du projet, à savoir :

- l'application effective du cadre réglementaire adopté sous PADFI I (axe macro) ;
- la bonne gestion et coordination du secteur (axe méso) ;
- la mise en conformité des instituts de la microfinance au cadre réglementaire et le respect des bonnes pratiques par les acteurs du secteur (axe micro) ; et
- la compréhension et adaptation de l'offre aux besoins réels du marché.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
575 790 EUR

House of Training/ATTF



2018

Depuis le début du partenariat entre la House of Training et le secteur bancaire du Cabo Verde, 51 séminaires ont été organisés, auxquels 1 515 professionnels ont participé. En 2018, le programme de House of Training à Praia mettra en place trois formations (IT Audit, Prévention du blanchiment d'argent et Gestion du Risque opérationnel). De plus, un programme de formation et coaching

est mis en place pour soutenir le secteur bancaire dans la mise en œuvre de la méthode COSO (référentiel de contrôle interne défini par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*).

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
en 2018 : 69 829 EUR

Business Partnership Facility

2016 - 2018

La *Business Partnership Facility* (BPF) est un outil de la Coopération au développement luxembourgeoise qui vise à encourager le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires dans les pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables. Les secteurs éligibles pour un cofinancement sont :

- le biohealth ;
- les technologies de l'information et de la communication ;
- le fintech ;

- l'éco-innovation/économie circulaire ;
- la logistique.

Dotée de 1 000 000 EUR par an, elle cible les pays partenaires du Luxembourg, dont le Cabo Verde. Jusqu'à présent, un projet dans le domaine de l'éco-innovation et de l'énergie renouvelable au Cabo Verde a bénéficié d'un cofinancement de la BPF.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
pour le projet BPF :
3 000 000 EUR

Cadre intégré renforcé de l'OMC

2009 - 2022

Le Cadre intégré renforcé (CIR) est un programme multi-donateurs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui aide les pays les moins avancés (PMA) à jouer un rôle plus actif dans le système commercial multilatéral.

Au Cabo Verde, un soutien au niveau de la capacité institutionnelle et de la gouvernance est fourni,

sous forme de soutien au plan stratégique pour le développement du commerce. Le CIR soutient également les PME à travers des formations pour améliorer la gestion des aliments.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
pour le programme :
9 000 000 EUR

Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Praia, Cabo Verde

Jean-Jacques Welfring

Ambassadeur non résident

Rua das Janelas Verdes,
43PT-1200-690
Lisboa
PORTUGAL

Email: lisbonne.amb@mae.etat.lu
Tel: (351) 213 931 940
Fax: (351) 213 901 410

Angèle Da Cruz

Chargée d'affaires a.i.

Quebra Canela
B.P. 163
Praia
RÉPUBLIQUE DU CABO VERDE

Email: praia.amb@mae.etat.lu
Tel: (238) 2 61 95 62
Fax: (238) 2 61 95 63

Direction de la Coopération au développe- ment et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Alexandra Allen

*Secrétaire de légation
Desk Cabo Verde*

6, rue de la Congrégation
L - 1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: alexandra.allen@mae.etat.lu
Tel: (352) 247 82 480
Fax: (352) 46 38 42

Bureau LuxDev

François Bary

Représentant résident - Cabo Verde

Bureau Cabo Verde
C.P. n° 458
Praia
RÉPUBLIQUE DU CABO VERDE

Email: bary@luxdev.lu
Tel: (238) 2 62 47 37
Fax: (238) 2 62 47 40

LuxDev Siège

Igor Wajnsztok

*Conseiller Programmes
Afrique francophone, Cabo Verde*

LuxDev
10, rue de la Grève
B.P. 2273
L - 1022 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: igor.wajnsztok@luxdev.lu
Tel: (352) 29 58 58 253
Fax: (352) 29 58 58 200



Coopération luxembourgeoise



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Édité par



en juin 2018

<https://cooperation.gouvernement.lu>
www.facebook.com/MAEE.Luxembourg